

ROYAUME DU MAROC
AGENCE DU BASSIN HYDRAULIQUE DU SEBOU



AO N° 57/2021

Assistance technique et suivi des travaux d'entretien, de réhabilitation et d'aménagement des bâtiments des stations hydrologiques relevant de la zone d'action de l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou.

CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

SOMMAIRE

CHAPITRE PREMIER : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES	4
ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE.....	4
ARTICLE 2 : CONSISTANCE DE LA PRESTATION	4
ARTICLE 3 : CONSISTANCE DES TRAVAUX	4
ARTICLE 4 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE.....	4
ARTICLE 5 : TEXTES GENERAUX REGLEMENTAIRES.....	5
ARTICLE 6 : VALIDITE ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE	6
ARTICLE 7 : PIECES MISES A LA DISPOSITION DU PRESTATAIRE	6
ARTICLE 8 : PRESENTATION DE DOCUMENTS	6
ARTICLE 9 : RELATION IC –MAITRE D'OUVRAGE.....	6
ARTICLE 10 : DELAI DE VALIDATION DES DOCUMENTS PAR LE MAITRE D'OUVRAGE	7
ARTICLE 11 : ELECTION DU DOMICILE DU PRESTATAIRE	7
ARTICLE 12 : NANTISSEMENT.....	7
ARTICLE 13 : SOUS-TRAITANCE	7
ARTICLE 14 : DELAI D'EXECUTION OU DATE D'ACHEVEMENT	8
ARTICLE 15 : NATURE DES PRIX.....	8
ARTICLE 16 : REVISION DES PRIX.....	8
ARTICLE 17 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE ET CAUTIONNEMENT DEFINITIF	8
ARTICLE 18 : RETENUE DE GARANTIE.....	9
ARTICLE 19 : ASSURANCES - RESPONSABILITE	9
ARTICLE 20 : DROITS DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT	9
ARTICLE 21 : RECEPTION PROVISOIRE	9
ARTICLE 22 : DELAI DE GARANTIE	9
ARTICLE 23 : MODALITES DE REGLEMENT	10
ARTICLE 24 : PENALITES POUR RETARD	10
ARTICLE 25 : RETENUE A LA SOURCE APPLICABLE AUX TITULAIRES ETRANGERS NON RESIDENTS AU MAROC	11
ARTICLE 26 : RECEPTION DEFINITIVE	11
ARTICLE 27 : RESILIATION DU MARCHE	11
ARTICLE 28 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION.....	11
ARTICLE 29 : PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE, CONDITIONS DE TRAVAIL, IMMIGRATION AU MAROC.....	11
ARTICLE 30 : MESURES DE SECURITE	12
ARTICLE 31 : REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES	12
ARTICLE 32 : SPECIFICATIONS GENERALES DES PRESTATIONS	13
ARTICLE 33- DESCRIPTION DES PRIX ET DES OUVRAGES	16
ARTICLE 34 : BORDEREAU DES PRIX FORMANT DETAIL- ESTIMATIF.....	17

PREAMBULE DU CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

Le présent marché est passé par appel d'offres ouvert séance publique en application de l'alinéa 2 paragraphes 1 de l'article 16 et paragraphe 1 de l'article 17 et alinéa 3 paragraphes 3 de l'article 17 du décret N° 2.12.349 du 08 jourmada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.

ENTRE

L'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou, représentée par son Directeur.

D'UNE PART

ET

Le soussigné Monsieur :

Agissant au nom et pour le compte du BET :

Au capital social

Faisant élection de domicile au

Inscrit au registre de commerce deSous le n°

Affilié à la CNSS sous n°

Patente n°

Identifiant fiscal.....

Compte bancaire n° (RIB sur 24 chiffres).....

Ouvert auprès de

Désigné ci-après par le terme « BET »

D'AUTRE PART.

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIV

CHAPITRE PREMIER : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE

Le présent marché a pour objet L'Assistance technique et suivi des travaux d'entretien, de réhabilitation et d'aménagement des bâtiments des stations hydrologiques relevant de la zone d'action de l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou.

ARTICLE 2 : CONSISTANCE DE LA PRESTATION

Les prestations à réaliser au titre du présent marché consistent en ce qui suit :

- Phase 1 : Situation existante et établissement des rapports.
- Phase 2 : Elaboration des plans d'exécution et des avant-métrés.
- Phase 3 : Assistance technique et suivi des travaux.
- Phase 4 : Etablissement des dossiers de fin des travaux.

ARTICLE 3 : CONSISTANCE DES TRAVAUX

Les travaux d'entretien, de réhabilitation et d'aménagement, qui sont concernés par le présent marché consistent en ce qui suit :

Nom de la station	Province	Coordonnées Lambert	
Tabouda	Taounate	X=524 250	Y=461 600
My Ali Cherif	Kénitra	X=434 600	Y=459 150
Kharouba	Taounate	X=496 630	Y=458 150
Jorf Melha	Sidi Kacem	X=389 900	Y=429 400
Ratba	Taounate	X=542 100	Y=467 600
El Malha	Chefchaouen	X=532 200	Y=480 850
Lalla Mimouna	Kénitra	X=435 000	Y=472 600
Bab Ounder	Taounate	X=579 500	Y=440 100
Mechraa Belksiri	Sidi Kacem	X=448 350	Y=440 850
Azib Soltane	Sidi Kacem	X=492 000	Y=413 900
Zrarda	Taza	X=598330	Y=373400

ARTICLE 4 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes :

- L'acte d'engagement ;
- Le présent Cahier des Prescriptions Spéciales (+ offre technique)
- Le bordereau des prix formant détail estimatif
- Le CPC
- LE CCAG – EMO

En cas de discordance ou de contradiction entre les documents constitutifs du marché issu du présent appel d'offre, autres que celles se rapportant à l'offre financière tel que décrit par le décret précité n° 2-12-349, ceux-ci prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus.

ARTICLE 5 : TEXTES GENERAUX REGLEMENTAIRES

Le titulaire du marché est soumis aux lois et règlements en vigueur et notamment les textes généraux suivants :

- Le dahir N° 1.15.05 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi organique N° 112.13 relative au nantissement des marchés publics.
- Le dahir N° 1.56.211 du 11 décembre 1956 relative aux garanties pécuniaires des soumissionnaires et adjudicataire des marchés publics.
- Le dahir N° 1-03-194 du 14 Rajeb 1424(11 septembre 2003) portant promulgation de la loi n°65-99 relative au code du travail.
- Le décret N° 2.16.344 du 17 chaoual 1437 (22juillet 2016) fixant les délais de paiement et les intérêts moratoires relatifs aux commandes publics.
- Le décret n° 2.12.349 du 08 Joumada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.
- Le cahier des clauses administratives générales des études et maîtrise d'œuvre applicables aux marchés d'études exécutés pour le compte de l'état approuvé par le décret N° 2.01.2332 du 22 rabii 1423 (4 juin 2002).
- Arrête du ministre de l'intérieur N° 3573.13 du 6 safar 1435 (10 décembre 2013) fixant les cahiers des clauses administratives générales applicables aux marchés des régions, des préfectures, des provinces et des communes.
- Arrête du ministre de l'intérieur N° 3574.13 du 6 safar 1435 (10 décembre 2013) fixant les cahiers des prescriptions communes applicables aux marchés des régions, des préfectures, des provinces et des communes.
- Le décret N° 2.09.441 du 17 moharrem 1431 (03 janvier 2010) portant règlement de la comptabilité publique des collectivités locales et leurs groupements.
- Circulaire N° 72/CAB du 26 novembre 1992 d'application du dahir N° 1.56.211 du 11 décembre 1956 relatif aux garanties pécuniaires des soumissionnaires et adjudicataires de marchés publics.
- Décret n 2.14.272 du 14 mai 2014 relatif aux avances en matière de marchés publics ;
- Code général des impôts ;
- L'arrêté portant organisation financière et comptable des agences des bassins hydrauliques n°2-1104/DE/SPC du 8 mars 2005.

Tous les textes législatifs et réglementaires concernant l'emploi, les salaires de la main d'œuvre particulièrement le décret royal n°2.73.685 du 12 kaâda 1393 (08 Décembre 1973) portant revalorisation du salaire minimum dans l'industrie, le commerce, les professions libérales et l'agriculture.

En outre, le concurrent devra se procurer de ces documents s'ils ne sont pas en sa possession et ne pourra en aucun cas exciper l'ignorance de ceux-ci pour se dérober des obligations qui y sont contenues.

En cas de modification, dans les textes concernés, le concurrent se référera aux plus récents d'entre eux.

ARTICLE 6 : VALIDITE ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE

Le présent marché ne sera valable, définitif et exécutoire qu'après notification de son approbation par l'autorité compétente et son visa par le contrôleur d'Etat de l'ABHS.

L'approbation du marché doit intervenir avant tout commencement de réalisation. Cette approbation sera notifiée dans un délai maximum de 75 jours à compter de la date d'ouverture des plis.

ARTICLE 7 : PIECES MISES A LA DISPOSITION DU PRESTATAIRE

Aussitôt après la notification de l'approbation du marché, le maître d'ouvrage remet gratuitement au titulaire, contre décharge, un exemplaire vérifié et certifié conforme de l'acte d'engagement, du cahier de prescriptions spéciales et des pièces expressément désignées comme constitutives du marché à l'exception du cahier des prescriptions communes applicable et du cahier des clauses administratives générales relatif aux prestations d'études et de maîtrises d'œuvre.

Le maître d'ouvrage ne peut délivrer ces documents qu'après constitution du cautionnement définitif, le cas échéant.

ARTICLE 8 : PRESENTATION DE DOCUMENTS

Chaque rapport définitif sera élaboré sur la base du rapport provisoire en tenant compte de toutes les remarques et observations du maître d'ouvrage conformément aux dispositions de l'article 47 du CCAG-EMO. Les cartes qui seront jointes aux rapports finaux doivent être en couleur, et sous format adéquate.

L'IC doit fournir un dossier définitif reproductible et les contres calques de tous les plans. Ces mêmes dossiers doivent être fournis sur support informatique (CD-ROM non réinscriptible) : le texte sur Word, les tableaux sur Excel et les plans sur Autocad, le tout devra être installé sur un P.C du MO. Les dossiers définitifs de chaque mission devront être remis au maître d'ouvrage dans des coffrets rigides.

ARTICLE 9 : RELATION IC –MAITRE D'OUVRAGE

Durant l'accomplissement des missions qui lui sont confiées, l'IC ne sera en aucune façon autorisé à se substituer au maître d'ouvrage dans ses relations avec les tiers ou dans le fonctionnement de ses services. L'IC se limitera à donner des conseils qu'il appartiendra ensuite au maître d'ouvrage de transformer à sa convenance en décisions ou ordres d'exécution.

L'IC tiendra le maître d'ouvrage au courant de toutes les relations qu'il aura à entreprendre avec des tiers pour l'accomplissement de son travail ; il transmettra en particulier un double de toute correspondance avec ces tiers.

Dans le cadre de son travail, et pour répondre aux prestations définies aux articles précédents, l'IC devra procéder à la collecte des données, des documents et des fichiers disponibles, il procédera à des visites aux administrations concernées pour compléter les données non disponibles.

L'IC doit tenir le maître d'ouvrage au courant de la progression des résultats obtenus de la façon la plus continue et la plus complète possible. L'IC devra en particulier :

- fournir au maître d'ouvrage les comptes rendus de toutes les réunions IC - maître d'ouvrage concernant la prestation objet du marché,
- assister et animer si le maître d'ouvrage lui demande d'assister aux réunions (Le chef de projet doit impérativement assister à ces réunions),
- assurer des contacts fréquents avec le maître d'ouvrage en vue de réaliser la prestation dans de bonnes conditions.

ARTICLE 10 : DELAI DE VALIDATION DES DOCUMENTS PAR LE MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage s'engage à procéder par écrit à l'acceptation des documents concernant les missions 1, ou à faire ses observations éventuelles au prestataire dans les conditions prévues par l'article 47 du CCAG- EMO. Si le délai prévu pour l'approbation de chaque phase est dépassé, un délai supplémentaire s'ajoutera au délai prévu au planning des études.

ARTICLE 11 : ELECTION DU DOMICILE DU PRESTATAIRE

A défaut d'avoir élu domicile au niveau de l'acte d'engagement, toutes les correspondances relatives au présent marché sont valablement adressées au domicile élu par le prestataire, sis.....

En cas de changement de domicile, le prestataire est tenu d'en aviser le maître d'ouvrage dans un délai de 15 jours suivant ce changement.

ARTICLE 12 : NANTISSEMENT

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement, il sera fait application des dispositions de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics promulguée par le dahir n°1-15-05 du 29 rabii II (19 février 2015),

Le maître d'ouvrage délivre sans frais, à l'IC, sur sa demande et contre récépissé, un exemplaire spécial du marché portant la mention " exemplaire unique" et destiné à former titre conformément aux dispositions du dahir précité.

Les frais de timbre de l'original du marché et de « l'exemplaire unique » remis à l'entrepreneur sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 13 : SOUS-TRAITANCE

Si l'entrepreneur envisage de sous-traiter une partie du marché, il doit notifier au maître d'ouvrage :

- l'identité, la raison ou la dénomination sociale, et l'adresse des sous-traitants ; - le dossier administratif des sous-traitants, ainsi que leurs références techniques et financières ;
- la nature des prestations et le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter ; - le pourcentage desdites prestations par rapport au montant du marché ; - et une copie certifiée conforme du contrat de sous-traitance.

La sous-traitance ne peut en aucun cas dépasser cinquante pour cent (50%) du montant du marché ni porter sur le lot ou le corps d'état principal du marché.

Les sous-traitants doivent satisfaire aux conditions requises des concurrents à l'article 24 du décret 2-12-349 du 20 mars 2013 relatif aux marchés publics.

Le titulaire du marché est tenu, lorsqu'il envisage de sous-traiter une partie du marché, de la confier à des prestataires installés au Maroc et notamment à des petites et moyennes entreprises conformément à l'article 158 de décret précité n° 2-12-349.

Le titulaire du marché demeure personnellement responsable de toutes les obligations résultant du marché tant envers le maître d'ouvrage que vis-à-vis des ouvriers et des tiers. Le maître d'ouvrage ne se reconnaît aucun lien juridique avec les sous-traitants.

ARTICLE 14 : DELAI D'EXECUTION OU DATE D'ACHEVEMENT

Le délai global d'exécution pour l'ensemble de la prestation est fixé à dix-huit mois (**18 mois**) à compter du lendemain du jour de la notification de l'ordre de service prescrivant de commencer l'assistance technique.

Chaque mission donnera lieu à un ordre d'arrêt et un ordre de reprise de l'étude afin de permettre au maître d'ouvrage d'examiner et de se concerter avec ses partenaires d'une manière approfondie les documents provisoires.

Le délai consacré par le maître d'ouvrage pour l'examen des rapports n'est pas pris en compte dans le délai contractuel indiqué ci-dessus.

Si le délai global des marchés des travaux objet de suivi dépasse le délai d'exécution (18 mois). Le titulaire du marché résultant du présent appel d'offres est appelé à assurer la réalisation des prestations définies dans le présent CPS jusqu'à la réalisation de la totalité des travaux définis dans l'article 2, et ne pourra prétendre à aucune indemnité dans ce cas.

ARTICLE 15 : NATURE DES PRIX

Le présent marché est à prix unitaires.

Les sommes dues au titulaire du marché sont calculées par application des prix unitaires portés au bordereau des prix ou bordereau des prix détail estimatif, le cas échéant, joint au présent cahier des prescriptions spéciales, aux quantités réellement exécutées conformément au marché.

Les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations y compris tous les droits, impôts, taxes, frais généraux, faux frais et assurer au prestataire une marge pour bénéfice et risques et d'une façon générale toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe du travail.

ARTICLE 16 : REVISION DES PRIX

Par l'application de l'article 12 du décret n° 2.12.349 du 8 Joumada I 1434 (20 Mars 2013) précité, Les prix du marché qui découlera de cet appel d'offres sont fermes et non révisables ;

ARTICLE 17 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE ET CAUTIONNEMENT DEFINITIF

Le cautionnement provisoire est fixé à la somme de : **Quatre Mille 4.000, 00 Dirhams**. Le cautionnement définitif est fixé à trois pour cent (3%) du montant initial du marché, la somme étant arrondie à la dizaine de dirhams supérieure et doit être constitué dans les trente (30) jours qui suivent la notification de l'approbation du présent marché.

Si le prestataire ne réalise pas le cautionnement définitif dans un délai de 30 jours à compter de la date de la notification de l'approbation du présent marché, le montant du cautionnement provisoire fixé ci-dessus reste acquis à l'ABHS Sebou.

Le cautionnement définitif sera restitué ou la caution qui le remplace est libérée à la suite d'une mainlevée délivrée par le maître d'ouvrage dans un délai maximum de trois mois suivant la date de la réception définitive des études.

ARTICLE 18 : RETENUE DE GARANTIE

Une retenue de garantie sera prélevée sur les acomptes. Elle est égale à dix pour cent (10 %) du montant de chaque acompte.

Elle cessera de croître lorsqu'elle atteindra sept pour cent (7%) du montant initial du marché augmenté le cas échéant, du montant des avenants.

La retenue de garantie peut être remplacée, à la demande du prestataire, par une caution personnelle et solidaire constituée dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

La retenue de garantie est restituée ou la caution qui la remplace est libérée à la suite d'une mainlevée délivrée par le maître d'ouvrage dans un délai maximum de trois mois suivant la date de la réception définitive des études.

ARTICLE 19 : ASSURANCES - RESPONSABILITE

Le prestataire doit adresser au maître d'ouvrage, avant tout commencement des études, les attestations des polices d'assurance qu'il doit souscrire et qui doivent couvrir les risques inhérents à l'exécution du marché et ce, conformément aux dispositions de l'article 20 du CCAG-EMO, tel qu'il a été modifié et complété.

ARTICLE 20 : DROITS DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT

Le prestataire doit acquitter les droits auxquels peuvent donner lieu le timbre et l'enregistrement du marché, tels que ces droits résultent des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 21 : RECEPTION PROVISOIRE

A l'achèvement de l'ensemble des travaux par l'entrepreneur l'établissement de l'ensemble des réceptions provisoires du marché des travaux définie dans l'article 2 et la remise des rapports définitifs de **la phase 4** par l'Ingénieur Conseil, le maître d'ouvrage s'assure de la conformité des rapports aux spécifications techniques du marché et prononcera la réception provisoire.

Cette réception sera sanctionnée par l'établissement d'un procès-verbal de réception provisoire.

S'il constate que les rapports présentent des insuffisances ou des défauts ou ne sont pas conformes aux spécifications du marché, le prestataire procédera aux réparations et rectifications nécessaires conformément aux règles de l'art. A défaut, la réception ne sera pas prononcée, et le délai d'exécution ne sera pas prorogé pour autant.

ARTICLE 22 : DELAI DE GARANTIE

La réception définitive du présent marché ne sera prononcée par le Maître d'Ouvrage qu'après expiration du délai de garantie et la prononciation de la réception définitive de l'ensemble des marchés des travaux définie dans l'article 2 par le maître d'ouvrage

Le délai de garantie est fixé à **12 mois** à compter de la date de la réception provisoire.

Pendant le délai de garantie, le prestataire sera tenu de procéder aux rectifications qui lui seraient demandées en cas d'anomalies ou imperfections constatées et de remédier à l'ensemble des imperfections ou anomalies sans pour autant que ces études supplémentaires puissent donner lieu à paiement.

ARTICLE 23 : MODALITES DE REGLEMENT

Les paiements seront effectués après achèvement de chaque **phase** et la remise de l'ensemble des documents de cette **phase**.

Les paiements seront effectués en monnaie nationale (Dirham Marocain).

ARTICLE 24 : PENALITES POUR RETARD

Pénalités relatives au suivi des travaux

L'Ingénieur chargé de l'encadrement des travaux est appelé à assurer un suivi hebdomadaire de la qualité et la quantité des travaux comme il est invité par fax ou mail à assister aux travaux des commissions. Il sera appliqué une pénalité de 1/100ème du montant total du marché par jour calendaire d'absence non justifié ou dont la justification n'est pas acceptée par le maître d'ouvrage.

Le technicien chargé du suivi des travaux est appelé à assurer un suivi journalier de la qualité et la quantité des travaux comme il est invité à assister aux travaux des commissions. Il sera appliqué une pénalité de 5/1000ème du montant total du marché par jour calendaire d'absence non justifié ou dont la justification n'est pas acceptée par le maître d'ouvrage.

ARTICLE 25 : PENALITES PARTICULIERS

Pénalités relatives à l'élaboration des plans et des rapports

A défaut par l'Ingénieur Conseil d'avoir livré les rapports exigés dans le cadre du présent appel d'offres dans les délais prescrits, il sera appliqué une pénalité de 1/1000ème du montant total du marché par jour calendaire de retard plafonné à 10%, sans préavis de l'Ingénieur Conseil.

Toute demande de modification, de rapport ou de note explicative demandée par le maître d'ouvrage et formulée dans un PV cosigné avec l'I.C. doit être traitée dans le délai prévu dans le PV. A défaut, Il sera appliqué une pénalité de 1/1000ème du montant total du marché par jour calendaire de retard non justifié ou dont la justification n'est pas acceptée par le maître d'ouvrage.

Le cumul des sommes des pénalités citées ci-dessus est plafonné à 10% du montant global du marché. Ces pénalités seront décomptées sur les situations de plein droit sans mise en demeure préalable.

Aucune pénalité n'est appliquée sur l'Ingénieur Conseil suite à des retards concédés sur les travaux dus à l'entreprise.

L'application de ces pénalités ne libère en rien le prestataire de l'ensemble des autres obligations et responsabilités qu'il aura souscrites au titre du présent marché.

Toutefois, le montant cumulé de ces pénalités est plafonné à dix pour cent (10 %) du montant du marché modifié ou complété éventuellement par des avenants.

Lorsque le plafond des pénalités est atteint, l'autorité compétente est en droit de résilier le marché après mise en demeure préalable et sans préjudice de l'application des mesures coercitives prévues par l'article 42 du CCAG-EMO.

ARTICLE 25 : RETENUE A LA SOURCE APPLICABLE AUX TITULAIRES ETRANGERS NON RESIDENTS AU MAROC

Une retenue à la source au titre de l'impôt sur les sociétés ou de l'impôt sur le revenu, le cas échéant, fixée au taux de dix pour cent (10 %), sera prélevée sur le montant hors taxe sur la valeur ajoutée des études réalisées au Maroc dans le cadre du présent marché.

ARTICLE 26 : RECEPTION DEFINITIVE

Conformément aux stipulations de l'article 49 du CCAG-EMO et après expiration du délai de garantie, il sera procédé à la réception définitive et après que le maître d'ouvrage se soit assuré que les anomalies ou les imperfections éventuelles ont été réparées par le prestataire.

ARTICLE 27 : RESILIATION DU MARCHE

La résiliation du marché peut être prononcée dans les conditions et modalités prévues aux articles 27 à 33 et 52 du CCAG-EMO.

La résiliation du marché ne fera pas obstacle à la mise en œuvre de l'action civile ou pénale qui pourrait être intentée au titulaire du marché en raison de ses fautes ou infractions.

Si des actes frauduleux, des infractions réitérées aux conditions de travail ou des manquements graves aux engagements pris ont été relevés à la charge du prestataire, le ministre, sans préjudice des poursuites judiciaires et des sanctions dont le prestataire est passible, peut par décision motivée, prise après avis de la Commission des Marchés, l'exclure temporairement ou définitivement de la participation aux marchés de son administration.

ARTICLE 28 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION

Le prestataire ne doit pas recourir par lui-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché.

Le prestataire ne doit pas faire, par lui-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion d'un marché et lors des étapes de son exécution.

Les dispositions du présent article s'appliquent à l'ensemble des intervenants dans l'exécution du présent marché.

ARTICLE 29 : PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE, CONDITIONS DE TRAVAIL, IMMIGRATION AU MAROC

Les formalités de recrutement et de paiement des employés sont celles prévues par les dispositions de l'article 19 du CCAG-EMO.

ARTICLE 30 : MESURES DE SECURITE

Le prestataire s'engage à respecter les mesures de sécurité conformément aux dispositions de l'article 24 du CCAG-EMO

ARTICLE 31 : REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES

Si, en cours d'exécution du marché, des désaccords surgissent avec le titulaire, les parties s'engagent à régler ceux-ci dans le cadre des stipulations des articles 52 à 55 du CCAG-EMO.

Les litiges éventuels entre le maître d'ouvrage et le prestataire sont soumis aux tribunaux compétents.

CHAPITRE II : CAHIER DES PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

ARTICLE 32 : SPECIFICATIONS GENERALES DES PRESTATIONS

Le titulaire de ce marché doit assurer une équipe de projet composée de :

L'équipe de l'I.C en charge des prestations de suivi permanent des travaux qui doit être obligatoirement composée de :

- **Un ingénieur confirmé en Génie civil** qui effectuera des visites dont la fréquence dépendra de la nature de l'avancement, de la complexité et de l'importance des travaux en cours.
- L'IC doit désigner un technicien **résident** spécialisé en génie civil d'au moins 3 ans d'expérience dans le suivi et la surveillance des travaux de construction.

Le technicien est appelé à assurer en permanence le suivi des chantiers définis dans l'article 2. L'IC est tenu aussi d'assurer au technicien les moyens nécessaires lui permettent d'effectuer les tâches qui lui sont confiées dans les meilleurs conditions possibles.

Le choix de technicien de suivi doit être soumis à l'approbation de l'ABHS et en cas de non acceptation du profil du technicien présenté, l'IC doit procéder à son remplacement par un autre technicien qui possède les qualifications requises immédiatement.

Dans le cadre de ce marché les missions et prestations du titulaire du marché sont les suivantes :

- **Phase 1 : Situation existante et établissement des rapports.**

Elle portera sur les points suivants :

- ✓ Diagnostic de la situation existante de chaque station avec un album photo.
- ✓ Etablissement des levés topographiques pour chaque station et les transmettre à l'architecte.
- ✓ Proposition des solutions d'aménagement pour chaque station et la justification de la solution retenue en coordination avec l'architecte.
- ✓ Etablissement des avants métrés et des estimations d'aménagement pour chaque station.

- Le dossier de la **phase 1** comportera :

- ✓ Le rapport de diagnostic de la situation existante de chaque station hydrologique.

Ce dossier sera mis au MO en trois exemplaires et une copie numérique. (chaque exemplaire doit être rassemblé avec soin dans un coffret contenant le rapport de diagnostic et un CD-ROM - le texte en Word, les tableaux de calcul sur Excel et les plans sur Autocad).

- **Phase 2 : Elaboration des plans d'exécution et des avant-métrés.**

Elle portera sur les points suivants :

- ✓ L'interprétation des données recueillies en coordination avec l'architecte, l'appréciation des résultats des reconnaissances géotechniques, l'application des règlements en vigueur et le respect de l'environnement.
- ✓ L'étude technique des ouvrages et structures en béton armé et établissement des plans BA.
- ✓ Actualisation des plans de chaque station.

Le dossier de **la phase 2** comportera :

- ✓ Les plans de dimensionnement des fondations et des superstructures avec une note de calcul détaillée (Plan béton armé).
- ✓ Les plans de principe d'électricité.
- ✓ Les plans de principe de plomberie.
- ✓ L'avant métré détaillé de chaque corps d'état tout en respectant l'estimation du projet.
- ✓ Le planning actualisé des travaux.

Ce dossier sera mis au MO en trois exemplaires et une copie numérique. (chaque exemplaire doit être rassemblé avec soin dans un coffret contenant les plans d'exécution et un CD-ROM - le texte en Word, les tableaux de calcul sur Excel et les plans sur Autocad).

- **Phase 3 : Assistance technique et suivi des travaux.**

Dans le cadre de cette mission, le titulaire du marché devra assister techniquement le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des travaux jusqu'à la prononciation de la réception provisoire des travaux de tous les ouvrages, en prodiguant ses conseils techniques et en prêtant à tout moment au Maître d'Ouvrage l'appui de son expérience; il sera notamment consulté par le Maître d'Ouvrage en vue d'avis sur:

- ✓ les installations de chantier ;
- ✓ les réceptions des ouvrages ;
- ✓ les conditions d'approbation des matériaux utilisés ;
- ✓ le programme, les conditions d'exécution, les résultats des essais de contrôle des matériaux, des bétons et leur mise en œuvre ;
- ✓ les problèmes éventuels qui pourraient apparaître après achèvement de certains ouvrages ou partie d'ouvrages et définition des dispositions à prendre ;

Dans le cadre de cette mission, le titulaire du marché aura à sa charge :

- ✓ la vérification et la réception de l'implantation des ouvrages.
- ✓ Assurer la réception des fonds de fouilles de tous les ouvrages qui seront réalisés en coordination avec le laboratoire et le topographe chargés du suivi des travaux.

- ✓ la participation aux réunions de coordination et établissement des procès-verbaux correspondants.
 - ✓ Le suivi et le contrôle des travaux conformément aux spécifications du CPS des travaux.
 - ✓ Le choix et l'agrément des matériaux et matériels,
 - ✓ Assurer la réception du coffrage, du ferrailage et du bétonnage des ouvrages,
 - ✓ Le contrôle de la conformité d'exécution des ouvrages,
 - ✓ Etablissement des métrés contradictoires,
 - ✓ Collecte et vérification des plans de récolement des travaux exécutés,
 - ✓ Réception provisoire des travaux,
- Le dossier de **la phase 3** comportera :
- ✓ Le rapport de suivi des travaux pour chaque station contenant : un récapitulatif des travaux réalisés, la situation financière et une synthèse des phasages des travaux avec album photo.

Ce dossier sera mis au MO en trois exemplaires et une copie numérique, (chaque exemplaire doit être rassemblé avec soin dans un coffret contenant Le rapport de suivi des travaux et un CD-ROM - le texte en Word, les tableaux de calcul sur Excel et les plans sur Autocad).

- **Phase 4 : Etablissement des rapports de fin des travaux.**

L'Ingénieur Conseil devra remettre en fin des travaux, un **rapport** de fin des travaux qui synthétise les phases de déroulement des travaux, comportant :

- ✓ le rappel des différentes solutions envisagées et des justifications de la solution retenue ;
 - ✓ les moyens mobilisés, le phasage d'exécution et le programme des travaux ;
 - ✓ le mode d'exécution des travaux.
 - ✓ Le rapport de contrôle qualité (essais de laboratoire) ;
 - ✓ les procès-verbaux des réunions de coordination sur chantier ;
 - ✓ les plans de récolement de tous les ouvrages réalisés ;
 - ✓ un album photos rendant compte de tous les événements rencontrés et traduisant la progression des travaux ;
- Le dossier de **la phase 4** comportera :
- ✓ Le rapport de fin des travaux.

Ce dossier sera mis au MO en trois exemplaires et une copie numérique, (chaque exemplaire doit être rassemblé avec soin dans un coffret contenant Le rapport de fin des travaux et un CD-ROM - le texte en Word, les tableaux de calcul sur Excel et les plans sur Autocad).

ARTICLE 33- DESCRIPTION DES PRIX ET DES OUVRAGES

PRIX N° 1– Phase 1 : Situation existante et établissement des rapports.

Ce prix rémunère, à l'unité (équivalente à une station), l'établissement d'un diagnostic de la situation existante et l'établissement des rapports pour chaque station hydrologique. Et ce conformément à l'article 31 du présent CPS.

Le paiement de ce prix sera fait après achèvement de la mission (Par station) et la remise de l'ensemble des documents pour chaque station.

PRIX N° 2– Phase 2 : Elaboration des plans d'exécution et des avant-métrés.

Ce prix rémunère, à l'unité (équivalente à une station), l'établissement de l'étude, l'élaboration des plans d'exécution et des avant-métrés pour chaque station hydrologique. Et ce conformément à l'article 31 du présent CPS.

Le paiement de ce prix sera fait après achèvement de la mission (Par station) et la remise de l'ensemble des documents pour chaque station.

PRIX N° 3– Phase 3 : Assistance technique et suivi des travaux.

Ce prix rémunère, à l'unité (équivalente à une station), l'assistance technique et suivi des travaux pour chaque station hydrologique. Et ce conformément à l'article 31 du présent CPS.

Le paiement de ce prix sera fait après achèvement de la mission (Par station) et la remise de l'ensemble des documents pour chaque station.

PRIX N° 4– Phase 4 : Etablissement des rapports de fin des travaux.

Ce prix rémunère, à l'unité (équivalente à une station), l'établissement des **rapports** de fin des travaux pour chaque station hydrologique. Et ce conformément à l'article 31 du présent CPS.

Le paiement de ce prix sera fait après achèvement de la mission (Par station) et la remise de l'ensemble des documents pour chaque station.

ARTICLE 34 : BORDEREAU DES PRIX FORMANT DETAIL- ESTIMATIF

OBJET : L'Assistance technique et suivi des travaux d'entretien, de réhabilitation et d'aménagement des bâtiments des stations hydrologiques relevant de la zone d'action de l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou.

Prix	Désignation des prestations	unité	Qté	P.U En chiffre (DhHT)	Montant partiel (DhHT)
1	Situation existante et établissement des rapports.	U	10		
2	Elaboration des plans d'exécution et des avant-métrés.	U	10		
3	Assistance technique et suivi des travaux.	U	10		
4	Etablissement des rapports de fin des travaux.	U	10		
				TOTAL EN DH HT	
				TVA 20%	
				TOTAL TTC	

Arrêté le présent bordereau formant détail estimatif à la somme de :

..... Toutes Taxes Comprises.

OBJET : L'Assistance technique et suivi des travaux d'entretien, de réhabilitation et d'aménagement des bâtiments stations hydrologiques relevant de la zone d'action de l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou.

Montant :en toutes taxes comprises

Dressé par :	Vérifié et présenté par :
Fès le	Date :
Lu et accepté par : Le prestataire soussigné	
Fès le	
Visé par : Le Contrôleur d'Etat de l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou	Approuvé par : Le Directeur de l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou
Rabat, le :	Fès le